

Santé

39 nouvelles USP équipées par le SSEQCU dans 3 régions du Togo

P2

9^e Congrès panafricain



Lomé, le grand rendez-vous

P3

Dernier tirage de la Tranche Commune Entente



La Côte d'Ivoire remporte le gros lot

P2

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 04 DECEMBRE 2025 N° 541 - Prix 250 F CFA



DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION
Faure Gnassingbé annonce
3 leviers décisifs pour faire
avancer l'action publique

P3

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES REVENUS



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion **P 3**
prorogé jusqu'au
20 décembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge



8201

POUR TOUTES
INFORMATIONS

CODES
OFFICE TOGOLAIS DES REVENUS

RETOUR POUR GATE
Bureau 001-82

L'actualité continue sur le www.waraa.tg

Santé

39 nouvelles USP équipées par le SSEQCU dans 3 régions du Togo

Le projet Services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle (SSEQCU), qui vise à améliorer l'accès des populations notamment des femmes, des enfants, des ménages pauvres et des couches vulnérables à des soins de santé essentiels, poursuit son appui au renforcement du système sanitaire togolais.

Au total, 39 nouvelles Unités de soins péri-



phériques (USP) des régions Centrale, Kara et Savanes viennent d'être dotées d'équipements

biomédicaux modernes. Une initiative qui apporte un réel soulagement aux populations de

seize préfectures concernées par cette vague d'équipements.

Cette action s'inscrit dans la Composante 2 du projet, dédiée au rapprochement des services de santé des communautés, plus précisément dans sa sous-composante 2.2 portant sur la fourniture d'équipements aux nouvelles structures sanitaires. Parallèlement, le personnel médical bénéficie d'une formation dispen-

sée par les équipes des services centraux et déconcentrés du ministère de la Santé afin d'assurer une utilisation optimale des dispositifs installés.

Pour rappel, le projet SSEQCU est financé à hauteur d'environ 40 milliards de francs CFA par la Banque mondiale et intervient dans l'ensemble des régions du pays.

Cécile S.

Dernier tirage de la Tranche Commune Entente

La Côte d'Ivoire remporte le gros lot

Dans une ambiance festive et conviviale, chargée d'émotions, le dernier tirage de la Tranche Commune Entente (TCE) 2025 s'est tenu ce vendredi 28 novembre 2025 à Lomé, et s'est achevé sur une note de satisfaction générale.

La 30^e édition de ce jeu de hasard communautaire a permis à la Côte d'Ivoire, pays membre du Conseil de l'Entente, de remporter le plus gros lot parmi les 20 mis en jeu.

Le suspense était à son comble, mais la chance a finalement souri au pays d'Alassane



Ouattara, qui a décroché ce grand prix lors d'une soirée riche en émotions.

L'heureux gagnant, Koffi N'Guessan Oswald, n'a pas caché sa joie.

« C'est une immense joie. C'est une belle victoire pour moi et pour

tous les parieurs. Quand nous voyons les loteries poser de telles actions, avec beaucoup de gains et de gros lots, cela nous réjouit et nous donne de l'espoir », s'est-il exclamé.

Il a exprimé sa re-

connaissance à l'ensemble des loteries nationales des cinq pays du Conseil de l'Entente pour l'opportunité offerte aux participants.

« Je tiens à adresser un grand merci aux loteries nationales et à la communauté de la Tranche Commune Entente pour l'organisation de ce grand jeu », a-t-il ajouté.

Selon lui, les 20 000 000 FCFA remportés représentent un véritable trésor pour lui, sa famille et même pour son pays.

Il affirme que ce gain marque le début d'une longue aventure : « Je joue au 5/90 depuis

longtemps. Je suis à ma 13^e année de participation. Aujourd'hui, je considère ce gain comme une récompense. Je n'ai jamais baissé les bras et l'effort a payé. »

Pour le gagnant du deuxième gros lot, d'un montant de 10 000 000 FCFA, Bambara André, cette victoire est une véritable grâce qui lui permettra d'aider ses enfants à mieux gagner leur vie.

Dans son allocution, le secrétaire exécutif du Conseil de l'Entente, Ali Idi, a réaffirmé la détermination de l'organisation à assurer la

Suite à la p 4

Siège : Derrière EPP Kélégougan
 Tél : 90-02-52-45
 E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
 c/s Casier N° 087. 13 BP152
 LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
 (alias Ezi Akoma)

Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

Ezi Akoma

Razak

Tchaa

Jack Nukunu

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

YANIDEL GROUPE

Tirage : 3.000 Exemplaires

Révisé N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs

appelez le 90-02-52-45

Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION

Faure Gnassingbé annonce 3 leviers décisifs pour faire avancer l'action publique

Lors de son adresse solennelle devant le Parlement réuni en Congrès le 2 décembre 2025, le Président du Conseil a structurer l'action de mon Gouvernement autour de trois axes majeurs/ notamment, la protection des Togolais, la souveraineté du Togo et son rayonnement diplomatique ; la consolidation républicaine, la cohésion nationale et la décentralisation ; et le développement économique et social.

Sécurité, stabilité et rayonnement

Dans un monde marqué par l'instabilité, par les menaces sécuritaires, par les chocs climatiques ou économiques, la mission première d'un gouvernement responsable est de garantir la sécurité, la stabilité et la résilience. Dans ce sens, le Président du conseil a indiqué que sa priorité est de protéger le pays, protéger les citoyens, protéger l'État, protéger la stabilité et l'équilibre de la sous-région.

« Notre engagement restera total pour défendre l'intégrité du territoire, protéger les populations, et renforcer la résilience des communautés. La montée des périls régionaux, notamment au nord du pays, nous oblige à poursuivre et intensifier notre stratégie globale de sécurité, fondée sur la prévention, la diplomatie et le respect des droits. Cette stratégie combine sécurité de proximité, résilience communautaire, et développement intégré. Cela signifie renforcer nos capacités de défense, protéger les populations vulnérables, étendre les filets sociaux, garantir l'accès aux soins, à l'eau, à l'énergie et à l'éducation. », a indiqué le Président Faure.

Sur le plan diplomatique, le Togo poursuivra sa diplomatie de stabilité et d'influence. Cette diplomatie active est un levier de rayonnement, mais aussi de protection de nos intérêts. Dans le nouveau monde qui émerge, la souveraineté de notre pays se renforce aussi par l'interdépendance choisie, par la capacité à parler d'une voix africaine forte sur les grands enjeux globaux. « La voix du Togo portera pour la paix, l'intégration régionale, le panafricanisme moderne, et les partenariats stratégiques, en lien avec la diaspora et les acteurs économiques. Notre pays joue déjà un rôle reconnu de médiateur sur le conti-

nent africain, de partenaire fiable pour la paix, de voix constructive pour l'intégration régionale et dans les enceintes multilatérales. Avec le soutien du parlement, le Gouvernement va maintenir le Togo dans cette posture choisie de stabilité, de dialogue et de coopération. », a-t-il indiqué.

Consolidation républicaine, cohésion nationale et décentralisation

Le deuxième axe est politique. La République parlementaire fondée doit être une République d'équité. Et pour cela elle doit s'enraciner dans une culture démocratique renforcée. Pour le Président Faure, la décentralisation n'est pas un slogan mais une dynamique vivante, à consolider. Dans ce sens, le Gouvernement accompagnera les collectivités régionales et communales pour qu'elles deviennent de véritables pôles de décision et de développement.

Une République d'équité, c'est aussi une République qui sait reconnaître la diversité des territoires, mais refuse l'inégalité des chances. C'est pourquoi le Gouvernement veillera à ce que chaque projet national tienne compte des déséquilibres territoriaux, pour les corriger. Qu'il s'agisse de routes, d'écoles, d'infrastructures ou d'accès aux services numériques, la géographie ne doit plus être un facteur de destin. « La démocratie ne s'accommode pas du monologue. Elle s'enrichit du débat. Mon Gouvernement tendra donc la main à toutes les forces représentées dans cette Assemblée et au Sénat. Car c'est dans la diversité des opinions que nous construirons des politiques plus justes, plus efficaces, plus légitimes. », a-t-il soutenu.

Développement économique et social

La troisième de nos priorités sera de transformer notre économie, nos territoires, nos services publics, notre administration. Il ne s'agit plus de gérer l'existant, mais de changer d'échelle. En termes de développement économique et social, l'ambition est de produire des résultats visibles et mesurables. Le développement du pays doit s'accélérer, pour que chaque Togolaise et chaque Togolais



vive mieux, partout sur le territoire.

Dans un contexte de crise climatique, d'insécurité de régionalisme, de tensions géopolitiques, de la baisse de l'aide internationale. Notre croissance, bien que ralentie, reste solide. Notre cadre macroéconomi-

que est sain. Nous devons désormais franchir un cap : d'abord, en renforçant nos infrastructures, ensuite, en investissant dans les secteurs porteurs (agriculture, logistique, industrie verte), et enfin, en misant sur l'innovation et le capital humain. « Nous devons rendre

notre économie plus compétitive, plus inclusive, et mieux préparée aux défis du XXI^e siècle. Cela passe par la transition numérique, la transformation agricole, l'industrialisation durable, l'adaptation climatique et la réforme de l'éducation et de la santé. Pour ce faire, mon gouvernement concentrera ses efforts sur dix grands chantiers, avec un objectif central : améliorer concrètement la vie des populations. Éducation, santé, accès à l'eau, électricité, emploi des jeunes, sécurité alimentaire, inclusion financière, justice territoriale, transition écologique, digitalisation – chaque axe fera l'objet d'un pilotage resserré et d'une redevabilité renforcée. », a-t-il expliqué.

Jack NUKUNU

9^e Congrès panafricain

Lomé, le grand rendez-vous

A l'occasion de la 36¹ session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue les 18 et 19 février 2023, le Togo a présenté un rapport d'étape sur l'avancement de la « Décennie (2021-2031) des racines africaines et de la diaspora africaine ». Cette initiative découle d'une décision adoptée par l'UA en 2021 et porte notamment sur la mise en place d'un Haut comité chargé de piloter l'agenda de la Décennie. C'est dans ce contexte que la Conférence des chefs d'État de l'UA a entériné le projet d'organisation du 9^e Congrès panafricain à Lomé.

Un congrès inscrit dans une continuité historique

Depuis la première conférence panafricaine de Londres en 1900 et le premier Congrès panafricain organisé à Paris en 1919, le mouvement n'a cessé d'alimenter la quête de dignité, de liberté et de développement humain des peuples africains et afrodescendants. Les huit éditions qui ont suivi ont été portées par des acteurs issus du continent et de la diaspora, contribuant à façonner une conscience collective et un projet politique panafricain.

Le Congrès de Lomé



s'inscrit dans ce fil historique tout en répondant aux urgences du XXI^e siècle : représentativité de l'Afrique dans les instances décisionnelles mondiales, gouvernance internationale, et engagement renouvelé des Afrodescendants souhaitant se reconnecter à leurs racines. Il sera le quatrième Congrès organisé sur le continent africain, après ceux de Dar es-Salaam, Kampala et Johannesburg.

Un thème en phase avec les défis actuels

Prévu pour 2025, le 9^e Congrès panafricain est structuré autour d'un thème volontairement ambitieux : « Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir ». Ce choix reflète les attentes d'un continent

en pleine mutation, confronté aux crises globales mais aussi porteur d'opportunités stratégiques. L'enjeu est clair : repenser les fondements du panafricanisme à l'heure des transitions géopolitiques, économiques et technologiques, en mobilisant l'ensemble des forces vives africaines et afrodescendantes.

Entre héritage d'un siècle de luttes panafricaines et projection vers l'avenir, le Congrès de Lomé 2025 ambitionne d'ouvrir une nouvelle page du panafricanisme. Il se veut à la fois un moment de réflexion profonde et un espace de mobilisation pour redéfinir la place de l'Afrique au sein des institutions internationales et dans la gouvernance mondiale. Un rendez-vous décisif pour le continent — et pour tous ceux qui portent, depuis plus d'un siècle, l'idéal panafricain.

WARAA

Guinée-Bissau

Faure Gnassingbé, médiateur

Sous la présidence de Julius Maada BIO, Président de la République de Sierra Leone et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, le Conseil de Médiation et de Sécurité (CMS) s'est réuni en session extraordinaire. Cette rencontre s'est déroulée par vidéoconférence, le jeudi 27 novembre 2025, afin d'examiner la situation en République de Guinée-Bissau. À l'issue du rapport du Président de la Commission sur la situation en Guinée-Bissau, le CMS a pris certaines dispositions dont la mise en place d'une mission de médiation de haut niveau en Guinée-Bissau. Elle est conduite par le Président en exercice de la Conférence et est com-



posée de Faure GNASSINGBÉ, Président du Conseil Togolais, José Maria Pereira NEVES, Président de Cabo Verde, et Bassirou Diomaye FAYE, Président du Sénégal, accompagnés du Président de la Commission.

Selon le communiqué rendu public, le CMS condamne avec la plus grande fermeté le coup d'État perpétré le 26 novembre 2025 à un moment où le peuple bissau-guinéen a fait

preuve de résilience et d'engagement envers la démocratie en participant activement aux élections présidentielles et législatives du 23 novembre 2025. Il appelle à la restauration immédiate et sans condition de l'ordre constitutionnel et rejette toute tentative visant à interrompre illégalement le processus démocratique et à remettre en cause la volonté souveraine du peuple bissau-guinéen. Il exige que les auteurs du coup d'État respectent la volonté du peuple et permettent à la Commission Électorale Na-

tionale de publier les résultats des élections du 23 novembre 2025. Le CMS demande la libération immédiate et sans condition de toutes les personnalités détenues, en particulier du Président Umaro Sissoco EMBALÓ, des responsables électoraux ainsi que des autres figures politiques. Il tient les auteurs du coup d'État, individuellement et collectivement, responsables de la protection de la vie et des biens de tous les citoyens et résidents en Guinée-Bissau, ainsi que de la sécurité et de l'intégrité physique des détenus. Il les appelle à garantir la sécurité et à faciliter l'évacuation ainsi que le passage sécurisé des observateurs électoraux de la CEDEAO et des autres missions internationales.

Tout en exhortant les forces armées de Guinée-Bissau à re-

gagner leurs casernes et à s'en tenir strictement à leur rôle constitutionnel, le CMS ordonne à la Mission de Soutien à la Stabilisation de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ESSMGB) de poursuivre sa mission de protection des institutions nationales. Profondément préoccupé par la situation, il se réserve le droit d'utiliser toutes les options prévues par le Protocole additionnel de 2001 sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance ainsi que par le Protocole additionnel de 2012 sur les sanctions, y compris des mesures ciblées contre toute entité reconnue coupable de perturber le processus électoral et démocratique en Guinée-Bissau. Dans ce sens, la Guinée-Bissau est suspendu de toutes les instances décisionnelles de la CEDEAO jusqu'au rétablissement complet et effectif de l'ordre constitutionnel.

WARAA

Dernier tirage de la Tranche Commune Entente

La Côte d'Ivoire remporte le gros lot

Suite de la 2

paix, renforcer la sécurité et promouvoir le développement dans un espace de coopération, de fraternité et d'hospitalité. Il s'est également réjoui de la nouvelle dynamique de partenariat entre le Conseil de l'Entente et les loteries nationales, qui profitera directement aux populations.

Ouvrant les travaux du dernier tirage de la Tranche Commune Entente 2025, la directrice de cabinet, Adetou Akou Mawusse Afidenyingba, représentant le ministre des Finances et du Budget, a rappelé que les 20 gagnants sont tous des victorieux. « Quel que soit le montant attribué par le sort, vous êtes désor-

mais des millionnaires », a-t-elle souligné.

Elle a aussi félicité les 30 lauréats du concours Jeunes et Entrepreneuriat ainsi que les bénéficiaires du projet Femme et Activités Génératrices de Revenus, leur souhaitant de prospérer dans leurs différentes activités.

Pour rappel, chacun des 10 gagnants du concours Jeunes et Entrepreneuriat a reçu 2 000 000 FCFA, tandis que chacune des 20 femmes bénéficiaires du projet Femme et Activités Génératrices de Revenus a reçu 1 000 000 FCFA.

La cérémonie s'est clôturée par le passage de témoin au prochain pays organisateur, le Niger.

V^e République L'ANC se mélange les pinces

Dans une déclaration officielle publiée lundi, l'ANC exprime sa plus grande préoccupation face à ce qu'elle qualifie de « dérive institutionnelle » et de « confusion juridique sans précédent » depuis l'adoption de la Constitution promulguée le 6 mai 2024.

Dans un communiqué relativement vide, l'ANC tend à déceler des incohérences dans la nouvelle Constitution togolaise. En effet, l'ANC affirme que la Constitution du 6 mai 2024 ne précise nulle part l'autorité compétente pour nommer les membres du gouvernement, ni la procédure y afférente. « Nous dénonçons avec force cette situation inacceptable qui consacre la rupture de l'ordre constitutionnel et confirme le caractère illusoire de la cinquième République proclamée par le régime en place », lit-on dans le communiqué de l'ANC. Mais la section 2,



concernant les attributions du Président du Conseil, stipule à l'article 50 : « Le Président du Conseil, dispose de l'administration, détermine et conduit la politique de la Nation et nomme aux emplois civils et militaires... ». Dans le même sens, Jean Pierre Fabre trouve que le gouvernement actuel est illégal, mais c'est le Ministre de l'Administration territoriale qui a pris un arrêté pour avaliser son élection à

la tête de la mairie de Golfe 4. Maintenant qu'il ne reconnaît pas le ministre. Ne devrait-il pas démissionner simplement ?

Une fois encore, l'ANC a raté sa sortie. Ce qui est déplorable est qu'elle est en son sein d'éminents juristes qui visiblement ont la paresse de bien lire la nouvelle constitution. Jean Pierre Fabre ferait mieux de bien penser ses nouvelles sorties afin d'éviter de ridiculiser à la face du monde.

WARAA

MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DE LA VIELE STRATEGIQUE

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA
SOUSCRIPTION LOCALE ET DES AFFAIRES COUTUMIERES

MINISTRE DE LA SECURITE

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

COMMUNIQUE CONJOINT N° 00126 /25/PC/MPD/MEVS/MATGLAC/MS/MFB

Relatif à l'enquête sur les flux transfrontaliers non enregistrés (ESTNE-2)

Dans le cadre du projet de relèvement des comptes nationaux, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) organise une série d'opérations statistiques dont la deuxième Enquête sur les flux transfrontaliers non enregistrés (EFTNE-2) dont la première vague se déroulera du 1^{er} au 14 décembre 2025.

Cette enquête vise à identifier et quantifier les échanges commerciaux non enregistrés entre le Togo et ses pays voisins, en intégrant à la fois les transactions formelles et informelles observées aux différents points de passage frontaliers afin d'évaluer leur contribution réelle à l'économie nationale.

Au cours de cette opération, les agents de collecte de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) identifiés par leurs badges et leurs chasubles (gilets) officiels passeront dans les zones d'enquête sur toute l'étendue du territoire national et administreront un questionnaire aux opérateurs du commerce et du transport transfrontalier.

Pour la réussite de cette enquête, les opérateurs du commerce et de transport transfrontaliers sont invités à réserver un bon accueil aux agents de collecte, à leur porter assistance et à leur fournir des informations exactes et avérées. Ces informations seront traitées dans l'anonymat et dans la plus stricte confidentialité, conformément à la loi statistique N° 2011-014 du 03 juin 2011 en vigueur dans notre pays.

Nous remercions par avance toutes les parties prenantes pour leur disponibilité et leur collaboration.

Fait à Lomé, le 28 NOV 2025

Pour le Ministre de la planification du développement,
Le Ministre, Secrétaire Général
de la Présidence du Conseil

Le Ministre de l'Administration
territoriale, de la gouvernance locale et
des affaires coutumières



SIGNE
Hudabele AWATE



Le Ministre de la sécurité



SIGNE

Colin Batossie MAD/OULBA



SIGNE
Extrait Georges BARCOLA

Tel.: +27(0)21 21 62 94 / 21 22 87, E-mail: enquiries@seaworld.co.za web: www.seaworld.co.za

Tel: +1 202 37 27 40 24 / 22 21 22 97, E-mail: exp@hugoboss.it, info@hugoboss.it, www.hugoboss.it

Feux précoces

**Le ministère de
l'environnement fixe les dates**

Au Togo, le ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique a rendu public, ce 1^{er} décembre 2025, un communiqué fixant les dates limites de mise à feu précoce sur toute l'étendue du territoire national. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'application de la loi N°2008-009 portant Code forestier et du décret N°2009-302/PR réglementant les feux utilitaires.

Tenant compte

N° 541 - Jeudi 04 Décembre 2025



des spécificités écologiques de chaque région, le ministère définit le calendrier suivant :

Région Maritime
: 15 janvier 2026

Région des Plateaux Est : 15 janvier 2026

Région des Plateaux Ouest : 31 janvier 2026

Région Centrale
: 31 décembre 2025
dans les zones
savanicoles et 20
janvier 2026 dans la
zone forestière
d'Adélé

Région de la
Kara : 31 décembre
2025

Région des Sa-
vanes : 31 décembre
2025

Selon le ministère, les feux précoces doivent être allumés « de préférence entre 05h et 07h du matin » ou durant des périodes de fraîcheur relative, sans vent violent, et obligatoirement en équipe afin de limiter les risques de propagation incontrôlée. Le communiqué met en garde les populations. « tout feu criminel, incontrôlé ou déclenché hors de la période autorisée expose les auteurs à des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. », lit-on. Le ministère invite éga-

lement les communautés à nettoyer les abords de leurs biens — plantations forestières, champs, hameaux, forêts communautaires ou classées, réserves de paille, greniers — avant le début de la campagne des feux précoces.

Le ministre Komla Dodzi KOKOROKO appelle enfin au civisme et à l'écocitoyenneté de tous pour préserver les biens et les ressources naturelles du pays.

WARAA

**RECETTE AUX FINS D'AUTORISATION D'INSERTION DANS UN JOURNAL
D'ANNONCE LEGALE DE PERIODIQUE**
A MONSIEUR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LOMÉ

La requérante, Madame **ABBEY Adjona Maki**, ménagère, N° : 70 01 60 27, demeurant et domiciliée à Lomé ;
Assistée de Maître **STENHOU Kwadjo Etegnon**, avocat au Barreau de Togo, quartier Adjo-Akpa face à la société de transport L.T.R.A.S. rue 81 Makiwa rue 404 du Hotel la courtoisie Email : Cetrenatvassoumaw@gmail.com, BP : 81139, Tel : 22 25 48 75, Cell : 90 02 67 99 à Lomé ;

A L'HONNEUR DE VOS EXPOSE

Qu'il lui plaise l'a opposé aux requérants **ABBEY Olivier**, **ABBEY Marié**, **ABBEY Kariyoun**, **ABBEY Rosalie**, **ABBEY Laron**, **ABBEY Guy**, **ABBEY Edgard**, **ABBEY Genevieve**, **ABBEY Assolé**, **ABBEY Anassé** et **AMEGNONAH-SMAILA Abdel Aziz**, relativement au partage de tous les biens dépendant de la succession de feu **ABBEY Victor** ;
Qu'à la suite de ce litige, le jugement N° **1098/2018** a été rendu par la Chambre Civile du Tribunal de Première Instance de Première Classe de Lomé le **13 Juillet 2018** ;

Que depuis le prononcé de ce jugement ayant ordonné le partage, entre tous les successeurs, de tous les biens dépendant de la succession de feu **ABBEY Victor**, les requérants, à l'exception des requérants **ABBEY Olivier** et **ABBEY Kariyoun** restent inconnus ;
Attendu que l'absence de domicile connu des requérants constituant un réel handicap pour la notification, ayant empêché la poursuite de la procédure judiciaire en cours ;

Que, conformément à l'article 58 du Code de Procédure Civile : « Lorsque la partie destinataire n'a domicile ni résidente connu, la notification s'opère par affichage à la porte principale de l'audience du tribunal compétent et par insertion dans un journal ou périodique de diffusion nationale ou locale désigné par le juge » ;

Qu'elle a fait procéder à l'affichage à la porte principale du Tribunal de Grande Instance de Lomé conformément aux dispositions de l'article sus-cité ;

Que c'est pourquoi, la requérante sollicite qu'il vous plaise Monsieur le Président, conformément à l'article 58 du Code de Procédure Civile, de bien vouloir désigner un journal ou périodique de diffusion nationale ou locale aux fins d'insertion de ladite signification ;

SOUS TOUTES RESERVES

PL : - Copie du jugement N° **1098/2018** du **13 Juillet 2018**
- Copie de l'exploit de signification

Fait à Lomé, le **12 Novembre 2025**

Pour la requérante

Le Conseil

N° **1098/2018**

DU **13 JUILLET 2018**

COUR D'APPEL
TRIBUNAL

Président : **PIE TOULI**

Vice : **DOYODI**

Greffier : **DOETI**

AFFAIRE :

Dame **ABBEY Adjona Maki**
(Me **AKPOSSOGNA**)

C/

1. **ABBEY Olivier**
2. **ABBEY Marié** et autres
(Me **DOSSEY**)

Nature de l'affaire

Partage

GREFFE

COÛT

EXPENSES :

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

Tableau : 1000

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Paix

« AU NOM DU PEUPLE TOGOLAIS »

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PREMIERE

CLASSE DE LOMÉ

CHAMBRE CIVILE

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU VENDREDI

DEUX JUILLET DEUX MILLE DIX-HUIT (13/07/2018)

ENTRE : Dame **ABBEY Adjona Maki**, ménagère demeurant et

domiciliée à Lomé, assistée de Maître **AKPOSSOGNA**, avocat

à la Cour, son conseil ;

DEMANDERESSE D'UNE PART ;

ET : Les requérants **ABBEY Olivier**, **ABBEY Marié**, **ABBEY Kariyoun**, **ABBEY Rosalie**, **ABBEY Laron**, **ABBEY Guy**, **ABBEY Edgard**, **ABBEY Genevieve**, **ABBEY Assolé**, **ABBEY Anassé** et **AMEGNONAH-SMAILA Abdel Aziz**, demeurant à

Lomé, Dakar et aux USA, de passages réguliers à Lomé, ayant pour conseil Maître **DOSSEY**, avocat à la Cour, leur conseil ;

DEFENDEURS D'AUTRE PART ;

Sur ce que les présentes qualités peuvent naître ou préjudicier aux

droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au

contraire, sous les plus expresses réserves de fait et de droit ;

POINT DE FAIT : suivant exploit en date à Lomé du 19 juin 2017

de Maître **Alana LIBRAHEM**, huissier de justice près le tribunal

de Lomé, Dame **ABBEY Adjona Maki**, ménagère demeurant et

domiciliée à Lomé, assistée de Maître **AKPOSSOGNA**, avocat

à la Cour, a fait donner assignation, aux requérants **ABBEY**

Olivier, **ABBEY Marié**, **ABBEY Kariyoun**, **ABBEY Rosalie**, **ABBEY Laron**, **ABBEY Guy**, **ABBEY Edgard**, **ABBEY**

Genevieve, **ABBEY Assolé**, **ABBEY Anassé** et **AMEGNONAH-SMAILA Abdel Aziz**, demeurant à Lomé,

Dakar et aux USA, de passages réguliers à Lomé, ayant pour

conseil Maître **DOSSEY**, avocat à la Cour, à comparaître au

devant la chambre civile du tribunal, pour s'entendre, soit dit :

- ordonner le partage des biens dépendant de la

succession de feu **ABBEY Victor** entre tous les

successeurs ;

- dire qu'en cas où le partage est impossible, le procéder

à leur liquidation et de partager le produit entre eux

successibles ;

- ordonner tel autre qu'il plaira au tribunal pour y

procéder ;

- ordonner au sieur **ABBEY Olivier** la restitution des

écritures de la gestion de l'ensemble des biens à Lomé-

Nykoladague ;

- dire que le sieur désigné disposera de tous (50) pour le

compte de sa saine affective pour présenter son

rapport au tribunal ;

- dire qu'en cas de refus ou d'empêchement, il sera

pourvu à son remplacement ;

- dire que les frais relatifs à ce partage sont à la charge de

la succession et ceux de menues contestations à la

charge des contestataires ;

- ordonner enfin l'exécution provisoire de la décision à

intervenir assistant toutes voies de recours et sans

caution ;

Sur cette requête, la cause fut inscrite au rôle général sous le N°

2650/2017 et appelée à son tour à l'audience de la mise en état

du 27 juin 2017, elle connut plusieurs renvois jusqu'à

l'audience du 13 février 2018 où elle fut citée puis renvoyée

à l'audience de plaudition du 09 mars 2018 où elle a été

trouvée ;

A cette audience, la requérante, par le canal de son conseil,

développé l'affaire et sollicité qu'il plaise au Tribunal lui

adjuger l'entière satisfaction de ses demandes ;

Les requérants, bien qu'ayant un conseil régulièrement assigné

n'ont pas comparu ni personnellement pour les représenter ;

Le Ministère Public, qui a eu la parole pour ses réquisitions, a

déclaré s'en rapporter à justice ;

POINT DE DROIT : La cause en cet état présentait à juger les

différentes questions de fait et de droit résultant des

déclarations de la demanderesse et des pièces versées au

dossier ; qu'il des débats ;

Sur quoi, l'affaire fut mise en délibéré pour le jugement rendu

le 29 juin 2018 ;

Admettant l'existence de cette cause, le Tribunal n'ayant pas pu

venir son délibéré, l'a prononcé le 13 juillet 2018 ;

Et ce jour, 13 juillet 2018, le Tribunal, Admettant son délibéré,

confirmant à la loi, a rendu le jugement dont la teneur est :

ORDONNANCE N° **3409** / 2025

Arthour ADJEDDA

Nom : **Arthour ADJEDDA** Président du Tribunal

de Grande Instance de Lomé

Vu la requête précitée, les motifs y exposés et les pièces jointes ;

Vu les dispositions de l'article 58 du Code de Procédure Civile ;

Attendu que la demande nous paraît fondee ;

En conséquence :

Admettons Madame **ABBEY Adjona Maki**, demeurant et domiciliée à Lomé, à faire insérer

ladite signification dans le journal **WARAA LES VAINQUEURS**, de diffusion nationale ou locale.

Déclarer qu'il n'est pas en état de difficulté ;

Fait en notre Cabinet à Lomé, le **21 NOV 2025**

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL

